



Conseil de sécurité

Briefing: la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie

New York, le 21 décembre 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Monsieur le Président,

Permettez-moi à présent de prononcer une déclaration à titre national sur la situation politique en Syrie.

En cette fin 2023, la Suisse fait le constat d'une année charnière pour la Syrie. Les tremblements de terre du 6 février, qui ont ébranlé un pays déjà dévasté par la guerre, ont ravivé des efforts diplomatiques régionaux bienvenus sous l'égide de la Ligue des Etats arabes. Ces efforts diplomatiques semblent s'enliser et nous ne pouvons que le regretter. Le statu quo politique actuel couplé au regain d'intensité du conflit nous préoccupe fortement. Le risque sérieux d'escalade régionale majeure dans laquelle la Syrie pourrait être entraînée nous inquiète également. Nous devons éviter cette situation à tout prix.

Nous souhaitons rappeler que les solutions au conflit en Syrie sont connues. Elles sont contenues dans la résolution 2254 que ce Conseil a adopté il y a précisément huit ans. A un moment de fortes tensions régionales, sa mise en œuvre est particulièrement urgente. En plus d'un cessez-le-feu au niveau national, un engagement multiforme est nécessaire : cela inclut la reprise des travaux du Comité constitutionnel. A ce sujet, nous regrettons l'absence de progrès significatif et enjoignons toutes les parties concernées à s'engager de bonne foi et à collaborer avec l'Envoyé spécial, que nous remercions pour ses efforts en vue de la relance d'un tel processus. La Suisse reste prête à mettre à disposition Genève pour accueillir les réunions de ce comité, comme tout autre type de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie.

Monsieur le Président,

Face au bilan humain dramatique de l'année écoulée, nous appelons une nouvelle fois toutes les parties à l'instauration d'un cessez-le-feu au niveau national et à assurer la protection des civils. Il est essentiel que toutes les parties respectent et fassent respecter le droit international humanitaire, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités. La population civile et les biens civils, y compris les infrastructures indispensables à la survie de la population, doivent impérativement être protégés : ce Conseil

doit en faire sa priorité. La population syrienne en a désespérément besoin. Pour sa part, la Suisse ne ménagera aucun effort.

La Suisse aimerait saluer l'engagement remarquable de la société civile syrienne. Ces organisations jouent un rôle crucial dans l'atténuation des tensions et en matière de réconciliation nationale. Tout comme le Mécanisme international, impartial et indépendant, elles jouent un rôle important dans la documentation des crimes internationaux, indispensable pour lutter contre l'impunité. Ainsi, leur travail est fondamental pour parvenir à une paix durable. Nous tenons à leur réaffirmer notre plein soutien et soulignons la nécessité de leur apporter les moyens nécessaires à leur travail.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

I would now like to make a statement in my national capacity on the political situation in Syria.

As 2023 draws to a close, Switzerland can look back on a pivotal year for Syria. The earthquakes of 6 February, which shook a country already devastated by war, revived welcome regional diplomatic efforts under the aegis of the League of Arab States. These diplomatic efforts seem to have stalled, and we can only regret this. The current political status quo coupled with the renewed intensity of the conflict is of great concern to us. We are also concerned about the serious risk of a major regional escalation into which Syria could be drawn. We must avoid this situation at all costs.

We wish to point out that the solutions to the conflict in Syria are known. They are contained in Resolution 2254, which this Council adopted precisely eight years ago. At a time of great regional tension, its implementation is particularly urgent. In addition to a national ceasefire, a multifaceted commitment is needed: this includes resuming the work of the Constitutional Committee. In this respect, we regret the lack of significant progress and urge all parties concerned to commit themselves in good faith and to collaborate with the Special Envoy, whom we thank for his efforts to relaunch such a process. Switzerland remains ready to make Geneva available to host the meetings of this committee, as well as any other type of talks and initiatives aimed at promoting a lasting peace in Syria.

Mr President,

In view of the tragic human toll of the past year, we once again call on all parties to establish a nationwide ceasefire and to ensure the protection of civilians. It is essential that all parties respect and ensure respect for international humanitarian law, in particular the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities. It is imperative that the civilian population and civilian objects, including infrastructure indispensable to the survival of the population, be protected: this Council must make this its priority. The Syrian population desperately needs this. For its part, Switzerland will spare no effort.

Switzerland would like to pay tribute to the remarkable commitment of Syrian civil society. These organisations play a crucial role in easing tensions and bringing about national

reconciliation. Like the International, Impartial and Independent Mechanism, they play an important role in documenting international crimes, which is essential in the fight against impunity. Their work is therefore fundamental to achieving lasting peace. We would like to reaffirm our full support for them and stress the need to provide them with the resources they need to carry out their work.

Thank you.